

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Villes et communes

Barcena-Fernandez, François-Xavier

Published in:
Bulletin social et juridique

Publication date:
2013

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Barcena-Fernandez, F-X 2013, 'Villes et communes: ne dites plus secrétaire ou receveur communal', *Bulletin social et juridique*, Numéro 505, p. 2.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Villes et communes : ne dites plus secrétaire ou receveur communal...

Tout comme au niveau provincial, d'importantes modifications légales et réglementaires sont récemment intervenues concernant les fonctions de secrétaire ou de receveur communal. Il faut désormais parler du « directeur général », du « directeur général adjoint » le cas échéant, et du « directeur financier ». Il en va de même dans les centres publics d'action sociale.

La modification n'est pas purement sémantique : ces fonctions s'inscrivent désormais dans le cadre d'une nouvelle gestion par objectifs. Outre les nécessaires modifications du C.W.A.D.E.L. ¹ et de la loi organique des centres publics d'action sociale, on consultera utilement les arrêtés du gouvernement wallon du 11 juillet 2013 fixant leurs conditions de nomination, leurs règles d'évaluation (avec possibilité in fine de licenciement pour inaptitude professionnelle) ; l'arrêté du même jour relatif à la comptabilité communale ou encore celui modifiant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire de ceux-ci (portant essentiellement sur le recrutement et le stage) ².

NOTES

1 Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation.

2 Tous ces arrêtés ont été publiés au Moniteur belge le 22 août 2013.